

Émancipation des jeunes des oasis du Sahara algérien par le déverrouillage de l'accès à la terre et à l'eau

Meriem Farah Hamamouche^{1,2}
Marcel Kuper^{1,2}
Caroline Lejars^{1,2}

¹ IAV Hassan II
Madinat Al Irfane
p 6202
10101 Rabat
Maroc
<hfarah07@hotmail.fr>
<meriem-farah.hamamouche@cirad.fr>
<marcel.kuper@cirad.fr>
<caroline.lejars@cirad.fr>

² Cirad UMR GEAU
361, rue Jean-François Breton
34196 Montpellier Cedex 5
France

Résumé

Au cours de la seconde moitié du XX^e siècle, les oasis maghrébines ont connu des mutations économiques et sociales considérables. En Algérie, ces transformations, couplées à une volonté politique de libéralisation du secteur agricole, ont débouché sur un processus de déverrouillage de l'accès à l'eau et à la terre, en dehors des palmeraies existantes, et ont permis de redynamiser l'agriculture saharienne tout en contribuant à l'émancipation des populations oasiennes. Cet article analyse les processus de déverrouillage de ces ressources et leurs impacts sur les nouvelles dynamiques agricoles et sociétales oasiennes. L'étude s'intéresse à l'émergence de nouvelles formes d'agriculture en lisière de l'ancienne palmeraie de Sidi Okba. Les transformations agricoles apparaissent à première vue en rupture avec l'agriculture oasienne traditionnelle, mais sont le produit conjugué du déverrouillage progressif de l'accès à l'eau et à la terre et d'une ambition sociale des jeunes de la communauté oasienne. Ces jeunes ont colonisé de nouveaux espaces et accédé aux eaux souterraines, ce qui leur a permis de s'installer pour pratiquer de nouvelles formes d'agriculture saharienne. Ces transformations agricoles ont contribué à des mutations sociétales, qui se traduisent par l'ascension sociale des anciens *khammès* (métayers au cinquième) et de leurs descendants dans le territoire oasien de Sidi Okba.

Mots clés : agriculture saharienne ; eaux souterraines ; foncier ; jeunes agriculteurs ; oasis.

Thèmes : eau ; systèmes agraires.

Abstract

Emancipation of young farmers by unlocking access to land and water in oases in the Algerian Sahara

During the second half of the 20th century, the North African oases experienced considerable economic and social changes. In Algeria, these changes, coupled with a political will to liberalize the agricultural sector, resulted in the unlocking of access to water and land, outside the existing palm groves. This paper analyzes the process of unlocking these resources and the impact on the agricultural and societal dynamics. The study focuses on the emergence of new forms of agriculture at the margins of the ancient palm grove of Sidi Okba. The results show that these transformations are the combined result of the unlocking of new resources (mainly water and land) and the social ambition of young people from the oasis communities, who colonized new spaces and accessed groundwater during the 1980s. These agricultural transformations have contributed to societal changes that, resulted in the upward social mobility of the sharecroppers and their descendants in these oases.

Key words: groundwater; land; oasis; Sahara agriculture; young farmers.

Subjects: farming systems; water.

Tirés à part : MF. Hamamouche

doi : 10.1684/agr.2015.0777

Pour citer cet article : Hamamouche MF, Kuper M, Lejars C, 2015. Émancipation des jeunes des oasis du Sahara algérien par le déverrouillage de l'accès à la terre et à l'eau. *Cah Agric* 24 : 412-419. doi : 10.1684/agr.2015.0777

L'agriculture saharienne a pendant longtemps été en crise, et ce depuis le déclin des échanges transsahariens (Dubost, 1986 ; Côte, 2002). Certains géographes avaient prédit la disparition de l'agriculture oasisienne traditionnelle face à l'irruption d'un monde moderne orienté vers l'économie de marché et l'industrialisation pétrolière, mais celle-ci a connu un renversement de situation durant les années 1980 (Dubost, 1986). Elle est ainsi passée d'une agriculture de subsistance, limitée spatialement, à une agriculture de marché de type « front pionnier », spontanée mais fortement encouragée par l'État (Bisson, 2003). Selon Côte (2002), « *les nouvelles formes d'agriculture saharienne se présentent comme un vaste front pionnier multiformes et multi-lieux* ». Au cours de la seconde moitié du XX^e siècle, les oasis maghrébines ont connu des mutations considérables telles que la transformation des hiérarchies sociales, l'émancipation des *khammès* (métayers au cinquième), l'ouverture sur d'autres activités économiques et le développement du salariat (Bisson, 2003). Ces transformations, couplées à une volonté politique de libéralisation du secteur agricole en Algérie, ont ainsi débouché sur un processus qui a « déverrouillé » l'accès à de nouvelles ressources en eau et en terre, en dehors des palmeraies existantes, et a permis de redynamiser l'agriculture saharienne tout en contribuant à l'émancipation des *khammès* (Dubost et Larbi-Youcef, 1998).

Dans cet article, nous nous intéressons au processus de déverrouillage de ces ressources et à son impact sur les nouvelles dynamiques agricoles et sociétales oasisiennes. Le terme de « déverrouillage » nous a été inspiré par le géographe Marc Côte (2002). Il a mobilisé le terme « verrouillage » par référence à la construction de barrages et à leur contrôle par l'État, qui souhaitait ainsi orienter le développement agricole. Dans les régions atlasiques, ce verrouillage a fragilisé les rapports qu'entretenaient les communautés oasisiennes avec l'eau de surface, et a perturbé la gestion des agrosystèmes oasisiens (Kassah, 1998). Nous avons mobilisé le terme « déverrouillage » pour désigner le processus par lequel les acteurs ont obtenu l'accès au foncier et aux eaux souterraines sur de nouveaux espaces,

colonisés depuis les années 1980. En Algérie, ce déverrouillage s'inscrit dans une période post-ajustement structurel de l'économie, qui se traduit par le désengagement financier de l'État et la libéralisation du marché, après une longue période de mise sous tutelle de la paysannerie (Bédrani, 1987). La lecture d'un processus localisé de déverrouillage de ressources productives doit considérer les transformations agricoles et sociétales qu'il met en jeu (Scoones *et al.*, 2005).

Dans notre cas, le déverrouillage d'accès au foncier et aux eaux souterraines dans le Sahara algérien, a permis l'émergence de nouvelles formes d'agriculture saharienne en lisière des anciennes palmeraies. Le développement de ces nouvelles formes d'agriculture, basées sur un accès privé aux eaux souterraines et visant une agriculture de marché, apparaît à première vue en rupture totale avec l'agriculture oasisienne traditionnelle. Cependant, celles-ci se sont révélées favorables à l'installation de jeunes oasisiens, en particulier les descendants des anciens *khammès* et des *asliîn* (autochtones). Cela a représenté la porte de sortie d'un système oasien jugé contraignant (hiérarchies sociales, morcellement des parcelles, conflits d'héritage), et une opportunité plus propice aux initiatives individuelles (Bensaâd, 2011). Nous formulons l'hypothèse que les transformations du modèle agricole oasien se matérialisent par le développement de nouvelles dynamiques agricoles qui sont à la fois en rupture avec l'agriculture traditionnelle, et en continuité sociale avec elle, car portées par des jeunes oasisiens, s'émancipant à travers le déverrouillage de l'accès à la terre et à l'eau. Nous avons pris comme étude de cas le territoire oasien de Sidi Okba, dans la région de Biskra en Algérie.

Méthodologie

Le territoire oasien de Sidi Okba

L'étude s'est déroulée dans le territoire de Sidi Okba (≈ 4 000 ha ; *figure 1*), situé à 18 km à l'est de la ville de Biskra. L'oasis doit son nom au conquérant arabe Okba Ben Nafaâ,

qui périt dans la région à la fin du VII^e siècle. Ce territoire a subi par le passé un processus de verrouillage de l'eau de surface par l'État, avec la construction du barrage de Foug El Gherza, en 1950, sur l'oued El Abiod. L'oued alimentait autrefois quatre palmeraies, dont celle de Sidi Okba, et une agriculture céréalière irriguée par épandage de crue.

Historiquement, l'oasis de Sidi Okba renfermait une structure socio-ethnique, dominée par de fortes inégalités sociales et d'accès à la terre, et donc aux palmiers et à l'eau. Schématiquement, deux groupes principaux se distinguaient. Les élites sociales (nobles) *ou asliîn* – constituées de quatre *aârch* (tribus), Ouled El Arebi, Ouled Salah, Ouled Chorfa et Aârch Laârouch – possédaient (avant la promulgation de la réforme agraire de 1971) la majorité des terres, des palmiers et des droits d'eau, à l'intérieur comme à l'extérieur de la palmeraie de Sidi Okba. Le groupe des *khammès* – les métayers phoenicoles des nobles – issus des *aârch* Khadrane et Ouled Amar – étaient à l'origine des nomades qui se sont sédentarisés à Sidi Okba pendant la colonisation française. Moyennant un cinquième de la production agricole, ils effectuaient toutes les opérations de l'agriculture oasisienne (pratiques culturales, entretien des seguias, dérivation de l'eau de l'oued). Ils ont longtemps été considérés comme allochtones par la communauté oasisienne, avec un statut social inférieur. Cette identité sociale renvoie à la non-possession historique de terres, de palmiers et de droits d'eau. Ce n'est que dans les années 1960 que ce groupe a commencé à avoir accès à ces trois ressources pour gravir graduellement l'échelle sociale.

Le territoire oasien de Sidi Okba se compose aujourd'hui de six périmètres irrigués (*figure 1*), qui s'articulent autour d'un unique centre urbain. L'ancien Ksour a laissé place à une agglomération qui ne cesse de s'accroître mais reste unipolaire. Selon les statistiques de la Direction des services agricoles de Biskra, la commune de Sidi Okba s'étend sur 254 km² et compte 33 121 habitants en 2008. Dans ce territoire oasien cohabitent actuellement deux modes d'agriculture :
– la phoeniculture au sein de l'ancienne palmeraie et d'une extension (Dahraouia), avec une dominance

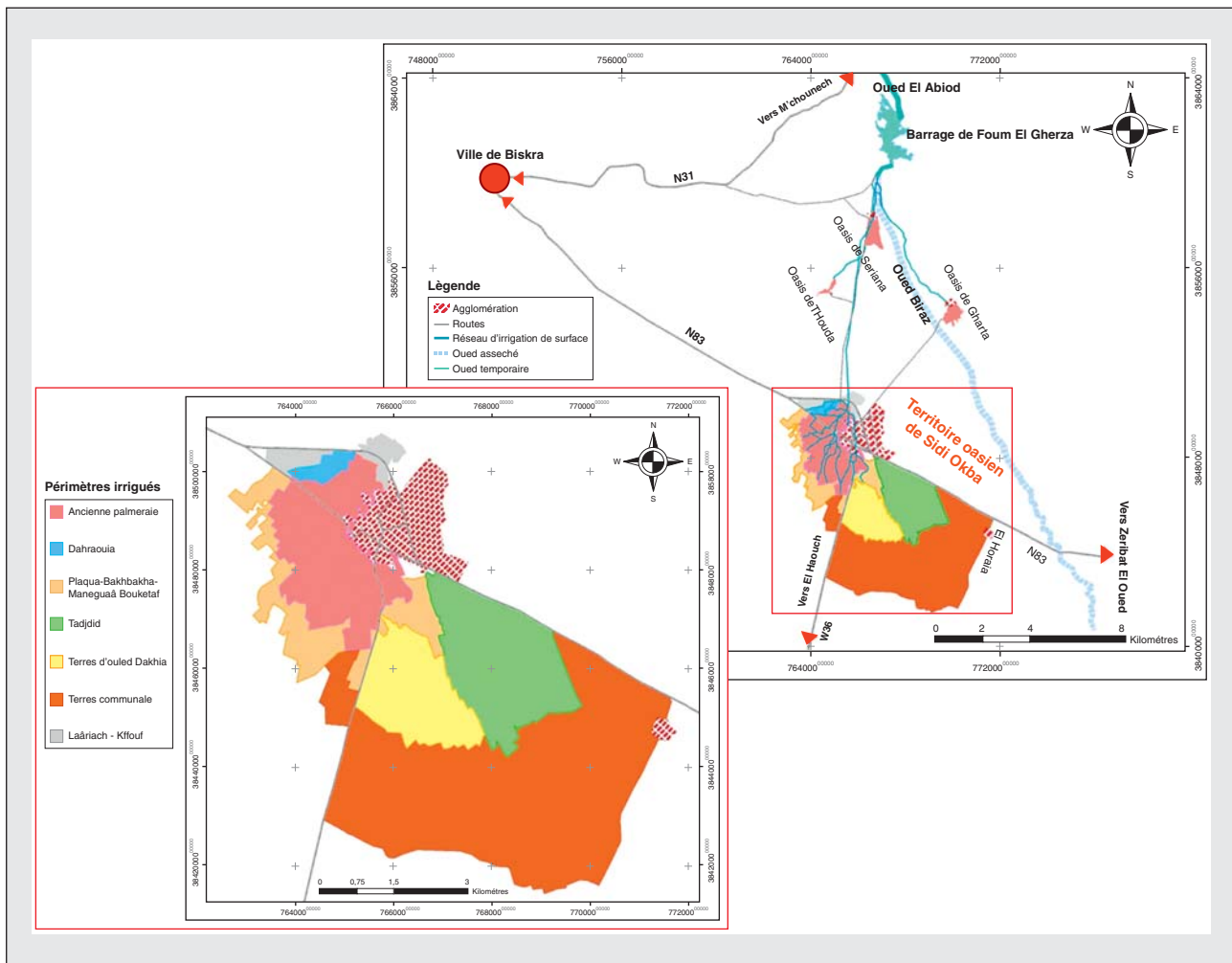


Figure 1. Reconfiguration du territoire oasisien de Sidi Okba.

Figure 1. Territorial reconfiguration of the Sidi Okba oasis.

de variétés communes de palmier dattier (*N'houch*) à faible valeur marchande ; en général, les autres strates (arboriculture fruitière, cultures annuelles) ont disparu ;

– les nouvelles formes d'agriculture qui se développent sur quatre nouveaux périmètres mis en valeur à partir des années 1980, avec comme principales cultures des palmiers de variété *deglet nour* de plus grande qualité, l'arboriculture fruitière en monoculture, le maraîchage sous serre et de plein champ et enfin les céréales associées à un élevage ovin et bovin intensif.

Pour conduire ces différentes agricultures, plusieurs ressources en eau sont mobilisées. Il s'agit d'abord des eaux de surface constituées par les eaux de

lâchers et les eaux de fuites du barrage de Foum El Gherza. Ces eaux sont destinées uniquement à l'irrigation de la palmeraie, et distribuées à travers un réseau de séguia. Les eaux souterraines, dont l'accès et l'usage sont collectifs dans l'ancienne palmeraie et individuels dans les nouveaux périmètres, sont mobilisées à travers des forages profonds.

Approche

L'étude repose sur une analyse rétrospective de l'évolution du territoire oasisien de Sidi Okba. 177 entretiens semi-ouverts ont été effectués avec différents acteurs : 146 agriculteurs sur les six périmètres étudiés,

21 gestionnaires de service d'eaux d'irrigation et dix représentants administratifs. Ces entretiens ont été menés dans le but de décrypter l'évolution de ce territoire, et de déterminer :

- les grands leviers et facteurs contribuant au déverrouillage des ressources en eau et en terre ;
- les changements opérés dans les dynamiques agricoles et sociales sur le territoire ;
- la diversité géographique des dynamiques et de leurs origines.

Résultats

Nous présentons d'abord le processus par lequel les agriculteurs ont obtenu

l'accès à la terre et aux eaux souterraines. Ensuite, nous analysons les dynamiques agricoles impulsées par le déverrouillage de ces ressources. Enfin, nous revenons sur les acteurs ayant porté l'extension de la palmeraie de Sidi Okba et les mutations progressives des rapports sociaux.

Colonisation de nouveaux espaces

Le processus de colonisation de nouveaux espaces en lisière de l'ancienne palmeraie a conduit à la reconfiguration du territoire oasien de Sidi Okba, avec comme corollaire l'émergence de cinq périmètres irrigués autour de l'ancienne palmeraie (figure 2).

Des fuites du barrage qui permettent une première extension

Durant les années 1960, l'ancienne palmeraie de Sidi Okba (604 ha) a connu une première extension phoenicicole (Dahraouia) sur 50 ha de terres privées. Cette extension a été rendue possible par les fuites d'eau du barrage

qui ont été utilisées pour l'irrigation dès leur apparition, en 1951. Elle s'est concrétisée par la reconversion de la céréaliculture en phoeniciculture et l'apparition des premières parcelles de palmiers *deglet nour*.

Le verrouillage étatique du foncier par la nationalisation des terres *aârch* (collectives)

Avec la réforme agraire de 1971, le foncier des *asliîn* a été verrouillé par l'État tout comme l'eau l'avait été dans les années 1950. Ce verrouillage était conçu, à l'origine, comme un déverrouillage par l'État, puisqu'il visait à redistribuer la terre aux paysans sans terres, tout en supprimant le statut social de *khammès* (Ait Amara, 2002). Les biens phoenicicoles des *asliîn* qui n'exploitaient pas directement leurs terres ou dont les superficies excédaient un certain plafond, ont été nationalisés. Les terres *aârch* qui entouraient l'ancienne palmeraie où se pratiquait collectivement la céréaliculture par épandage de crue furent également concernées. Selon le

rapport parcellaire de la Direction de l'hydraulique de Biskra de 1980, 97 *khammès* de Sidi Okba ont bénéficié de la réforme agraire. Certains anciens *khammès*, attributaires de cette réforme, ont restitué informellement les terres expropriées à leurs anciens propriétaires dès leur distribution : « *je ne peux pas travailler une terre qui ne m'appartient pas* » (Hadj, 77 ans). Ceux voulant jouir de cette attribution ont vite été rattrapés par les sévères sécheresses des décennies 1970 et 1980, ainsi que par leur incapacité financière à entretenir et exploiter les parcelles attribuées. Au final, ils ont été contraints de les restituer avant même la promulgation de la loi d'orientation foncière de 1990, qui annula la réforme agraire de 1971.

L'occupation par la force des terres à l'extérieur de la palmeraie, puis la régularisation et la reprise par les nouvelles politiques à partir de 1979

Face aux contraintes de l'oasis – spatialement restreinte et limitée par

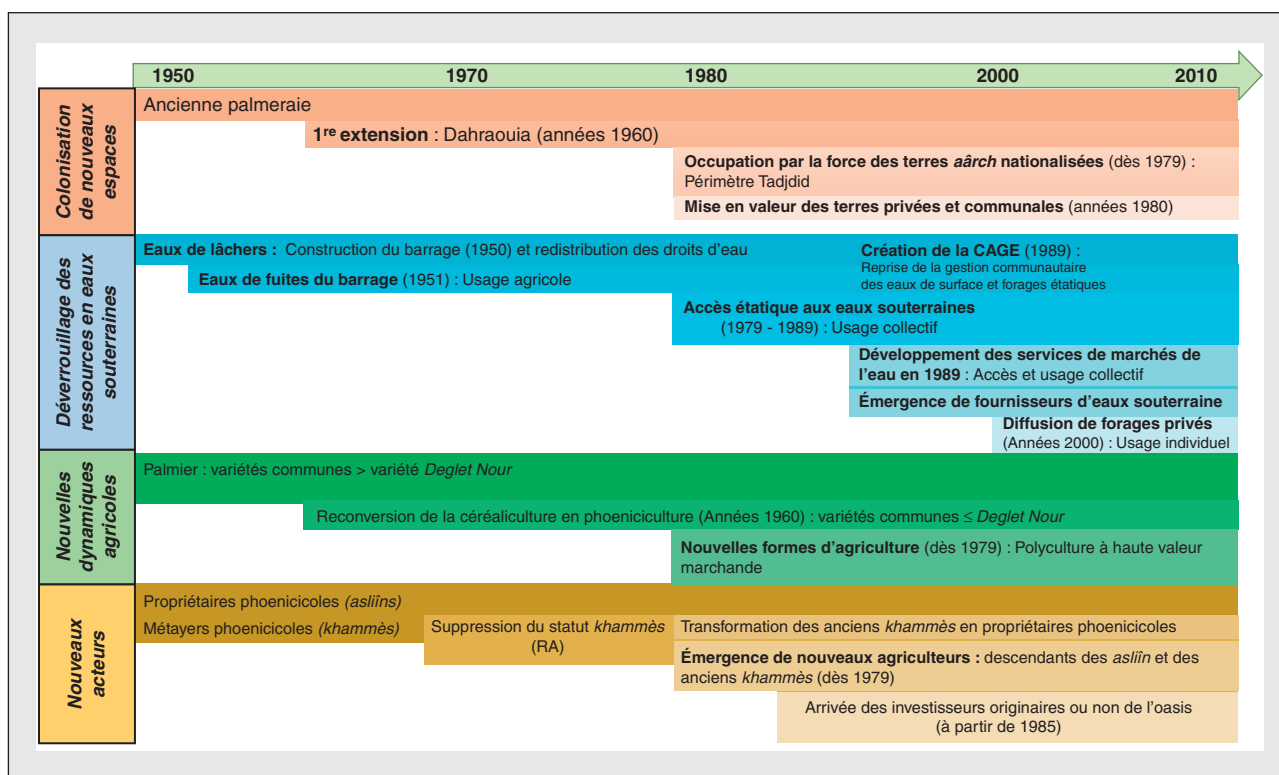


Figure 2. Frise chronologique des processus de verrouillage – déverrouillage du foncier et des ressources en eau.

Figure 2. Chronological timeline of the process of locking and unlocking land and water resources.

la disponibilité des eaux de surface – et à la hiérarchisation sociale induisant des iniquités d'accès à la terre et à l'eau, certains jeunes ont profité de la période de transition politique de la fin des années 1970 pour s'appropriier des terres supposées vierges, qui entouraient la palmeraie. La mort du président Houari Boumediene, et plus largement le « virage à droite » de la politique agricole qui annonçait une orientation libérale (Bédrani, 1987), ont suscité la première vague de colonisation, informelle, collective et mise en œuvre par la force physique, des terres *aârch* nationalisées. Ce nouveau périmètre, baptisé Tadjdid (renouveau), couvre 608 ha. Il était propice à l'appropriation, puisque les terres appartenaient désormais à l'État dont le verrouillage s'avérait moins puissant que le verrou social précédent, mais aussi parce qu'il avait été exclu des schémas de distribution des eaux de surface dans le but de préserver la palmeraie, y entraînant l'abandon de la céréaliculture irriguée par épandage.

La colonisation a été l'initiative des jeunes descendants des anciens *khammès*, qui voulaient devenir propriétaires terriens. Ils justifiaient leur acte par la célèbre phrase reprise par le président Houari Boumediène, « la terre appartient à celui qui la travaille », qui se justifiait à la fois par l'option socialiste de l'État indépendant, mais

qui reposait aussi sur le droit coutumier musulman qui stipule que « l'usufruit de la terre revient à celui qui la met en valeur » (Guébourg, 1998). Ils ont été rapidement imités par les jeunes *asliîn* de l'oasis, en réaction à un processus qu'ils jugeaient scandaleux : après avoir vu leurs terres nationalisées, ils assistaient à leur appropriation par les descendants des anciens *khammès*.

L'extension a ensuite été encouragée par les pouvoirs publics à travers la loi de 1983 sur l'Accession à la propriété foncière (APFA). Elle a permis la colonisation de nouveaux espaces au-delà de Tadjdid, en favorisant l'implantation de nouvelles exploitations agricoles sur les terres communales, non cultivées auparavant (1 908 ha). En principe, cette politique concernait les différents groupes sociaux qui s'opposaient sur les terres *aârch* nationalisées. Toutefois, les jeunes descendants des *khammès* furent privilégiés au moment des attributions foncières par l'État dans un esprit d'équité sociale, car considérés comme des paysans sans terres et porteurs en même temps de savoir-faire agricoles qui leur confèrent la renommée d'être de « vrais » agriculteurs (Otmane et Kouzmine, 2013). Cette loi foncière a également permis la régularisation de l'appropriation informelle de terrains agricoles sur les terres *aârch* nationalisées, dont Tadjdid.

Certains dispositifs de la contre-réforme des années 1980, comme la clôture des opérations de nationalisation des biens agricoles et le lancement des programmes de subvention étatique, ont également soutenu le mouvement d'extension de la palmeraie. Ils ont permis la mise en culture de terres privées « vierges » à la périphérie immédiate de l'ancienne palmeraie (Ouled Dakhia, Plaqua-Bakhabakha-Menegaa Boukhtaf : 763 ha), non exploités auparavant par manque d'eau de surface et par crainte d'une nationalisation.

Déverrouillage des ressources en eaux souterraines

La mise en valeur des espaces colonisés ne pouvait se faire sans le déverrouillage parallèle des eaux souterraines indispensables à leur irrigation, en l'absence d'eaux de surface suffisantes. Les six périmètres peuvent être distingués par leur statut foncier, mais aussi par le type de ressources en eau mobilisées et le mode d'accès et d'usage (figure 3).

Le verrouillage des eaux de l'Oued El Abiod n'était que partiel

La construction du barrage sur l'Oued El Abiod a fragilisé toute une culture

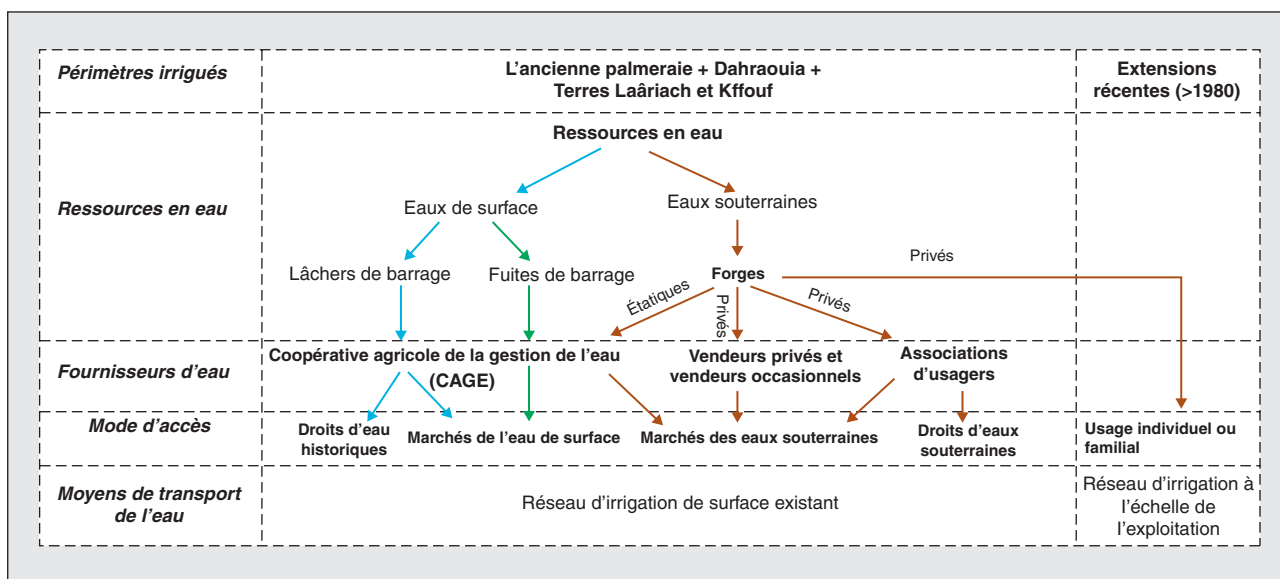


Figure 3. Les ressources en eau mobilisées dans le territoire oasien de Sidi Okba.

Figure 3. Water resources mobilized in the territory of the Sidi Okba oasis.

de la maîtrise des eaux de surface par les communautés oasiennes. Le verrouillage physique de l'eau s'est accompagné d'une redistribution des droits d'eau, proportionnels au nombre de palmiers existant à l'époque, provoquant ainsi la stagnation de la superficie irriguée et la marginalisation de l'irrigation par épandage. Cependant, dès la mise en eau du barrage en 1951, des fuites sont apparues sur le site calcaire d'implantation de la digue. Ces fuites, dont le volume annuel varie entre 2 et 10 Mm³, sont largement utilisées pour l'irrigation. Cette nouvelle ressource à flux d'eau continu et à petits débits, a permis aux communautés oasiennes de maintenir un lien fort avec l'eau ; sa gestion reflète bien les changements sociaux et politiques à l'échelle locale. Elle était au début destinée aux *asliin*, puis a été nationalisée pour la redistribuer aux anciens *khammès* en 1970 lors de la réforme agraire, et a enfin été reprise par une Coopérative agricole de la gestion de l'eau (CAGE) en 1989, sous la tutelle officielle de l'État. Dans cette coopérative les deux groupes sociaux sont présents.

L'État accède aux eaux souterraines profondes

Entre 1970 et 1980, les sécheresses successives qui se traduisaient par des irrégularités dans les lâchers d'eau du barrage, ont exposé le territoire oasien de Sidi Okba à une crise hydraulique. L'État a alors procédé à la réhabilitation du réseau d'irrigation en 1976, et à la réalisation, entre 1979 et 1984, de cinq forages – d'une profondeur comprise entre 275 et 807 m – captant la nappe miopléocène du complexe terminal, peu renouvelable. Ces forages ont été dispersés dans la palmeraie afin de couvrir la totalité de la superficie irriguée, et ont été installés à proximité du réseau d'irrigation de surface existant pour faciliter le transport des eaux souterraines.

Une organisation collective dans l'ancienne palmeraie, des forages individuels en dehors

L'accès quasi exclusivement étatique aux eaux souterraines des années 1980, a évolué vers un accès privé

généralisé à la fin des années 1990. À l'intérieur de la palmeraie, l'accès aux eaux souterraines reste collectif. L'investissement dans un forage individuel est rarement envisageable par les propriétaires pour trois raisons : le morcellement de l'exploitation, sa faible rentabilité et le coût élevé de l'investissement. De plus, au sein de la palmeraie, la communauté oasienne est très attachée à son histoire sociale avec l'eau, considérée comme un patrimoine collectif. Les eaux souterraines des forages étatiques sont acheminées vers le réseau collectif de séguias et sont vendues par la CAGE. Cette vente d'eaux souterraines, en rupture avec le mode d'accès traditionnel par des droits d'eau, a permis un accès généralisé à un grand nombre d'utilisateurs et a vite rencontré l'adhésion de la communauté. À partir des années 1990, d'autres fournisseurs d'eaux souterraines, privés et informels, ont fait leur apparition dans la palmeraie. Certains grands propriétaires, organisés en association d'utilisateurs, ont pris l'initiative de réaliser des forages collectifs. Il en existe actuellement trois. Les programmes de subvention des années 2000 ont ensuite favorisé l'émergence de vendeurs d'eau privés. Six revendeurs privés, disposant chacun d'un forage, ont été recensés. Quelques rares propriétaires de palmiers disposant de forages individuels, vendent occasionnellement de l'eau à leurs voisins pour des considérations sociales. Actuellement, l'ancienne palmeraie, le périmètre Dahraouia et les terres privées de Laâriach et Kffouf, sont desservies par 19 forages à usage collectif (30 à 94 m³/h selon nos mesures).

À l'opposé, la majorité des nouveaux périmètres d'extension reposent majoritairement sur l'accès individuel aux eaux souterraines. Les forages privés ont fait leur apparition à la fin des années 1990 et se sont diffusés dans les années 2000 grâce au soutien apporté par l'État. Ce mode d'accès est plus propice à la diversification culturelle et aux initiatives individuelles. Les exploitations sont de grande taille (>10 ha), et les agriculteurs y pratiquent de nouvelles formes d'agriculture saharienne et mobilisent des techniques d'irrigation diversifiées (gravitaire, système de distribution californien à basse pression, goutte à goutte, aspersion).

Facteurs favorisant l'émergence des nouvelles formes d'agriculture

L'émergence des nouvelles formes d'agriculture est le résultat conjugué d'un ensemble de facteurs ayant participé au déclenchement puis à l'accélération du processus de déverrouillage de l'accès et de l'utilisation de la terre et de l'eau en lisière de la palmeraie de Sidi Okba.

Le premier facteur déclencheur a été la volonté des jeunes de la communauté oasienne d'accéder à la terre. Pour les jeunes descendants des anciens *khammès*, c'était d'abord l'accès à un nouveau statut social lié à la propriété foncière. Alors que, pour les jeunes descendants des *asliin*, il s'agissait avant tout de contenir cette conquête foncière.

Le second facteur déclencheur est l'accès aux eaux souterraines, d'abord via des puits familiaux peu profonds et à faible débit de pompage, puis plus tard via des forages majoritairement individuels. Pour des jeunes agriculteurs ayant peu de moyens financiers, il s'agissait de pratiquer des cultures à cycle court (fève, melon, gombo, céréales) sur les terres communales et sur le premier périmètre approprié, Tadjdid. Leur objectif était de générer des revenus à court terme pour investir progressivement dans des palmiers *deglet nour* et dans l'installation de nouveaux forages. Sur les terres privées, l'accès aux eaux souterraines a encouragé leurs propriétaires, issus de la palmeraie et disposant de capital financier, à accroître leurs superficies phoenicoles, mais en s'orientant désormais vers la variété *deglet nour*.

L'émergence de foreuses artisanales, l'apparition du maraîchage sous serre durant les années 1980 et le développement progressif de commerces de matériels agricoles et hydrauliques au début des années 1990, constituent des facteurs accélérateurs des nouvelles dynamiques agricoles. Les programmes communaux d'électrification des régions agricoles des années 1990, ainsi que les programmes de subventions agricoles des années 1980 et 2000, ont également accéléré l'accès privé aux eaux souterraines.

Pour le moment, aucun facteur régulateur n'est venu encadrer les nouvelles dynamiques agricoles sahariennes.

Les premières conséquences environnementales commencent à apparaître : rabattement des nappes, dégradation de la qualité du sol et de la nappe phréatique. De plus, des inquiétudes liées à la volatilité des prix sur les marchés agricoles, le manque de main-d'œuvre, des problèmes de financement ou de santé publique liés à la manipulation de produits phytosanitaires sans protection, sont de plus en plus évoqués par les agriculteurs.

Nouveaux agriculteurs et évolutions des rapports sociaux

La mise en valeur des extensions a donné des opportunités aux jeunes oasiens de s'installer.

Accès au statut d'agriculteur pour les jeunes descendants des *khammès*

Auparavant, la vente de terres aux *khammès* était mal vue et l'héritage familial ne devait pas sortir de l'*aârch*. Cet interdit s'est estompé progressivement au cours de la seconde moitié du XX^e siècle. Après l'Indépendance, la majorité des héritiers de l'*aârch* Ouled El Arebi se sont détournés de l'activité agricole en vendant une grande partie de leurs biens (terre, palmiers et droits d'eau), et ont opté pour d'autres activités économiques. Les *khammès* ont progressivement obtenu l'accès à la terre dans la palmeraie, en partie en récompense de leur engagement dans la guerre de libération nationale. Durant les années 1960, certains se sont mariés avec des descendantes d'*asliîn*. Puis, durant les années 1970, des transactions foncières sont devenues possibles grâce à l'action de restitution informelle, à leurs anciens propriétaires, des terres nationalisées dans la palmeraie. Au début des années 1980, cette paix sociale apparente a été troublée avec la colonisation par la force de terres *aârch* nationalisées par certains jeunes descendants de *khammès*. Cela a induit la différenciation de trois groupes d'anciens *khammès* :

– les moins jeunes, restés dans la palmeraie, qui sont parvenus à accéder à la terre et à l'eau par transaction (désormais plus taboue) ; ils

possèdent actuellement, un grand nombre de palmiers et de droits d'eau qui leur confèrent un statut social important au sein de la communauté. Ils ont obtenu également une place importante dans les structures de gestion des eaux de surface et souterraines ;

– les plus jeunes, qui ont choisi de coloniser par la force le premier périmètre approprié, Tadjdid ;

– ceux qui ont gardé des terres à l'intérieur de la palmeraie et qui ont investi dans les nouvelles extensions, bien après la première période de colonisation à Tadjdid.

Ouverture sur de nouveaux agriculteurs : arrivée des investisseurs

Après la période de colonisation foncière, Sidi Okba a connu l'arrivée d'investisseurs à l'intérieur comme à l'extérieur de la palmeraie, reprenant les terres de certains jeunes agriculteurs en difficulté financière. Elle reflète également le désintérêt de certains jeunes *asliîn* pour l'activité agricole. Selon un descendant de *khammès* (47 ans) : « *les fils des nobles ont été chouchoutés durant toute leur vie et n'ont à aucun moment de leur vie tissé un lien avec l'agriculture, contrairement aux fils des khammès qui ont grandi au sein des exploitations agricoles* ».

On distingue deux grandes catégories d'investisseurs, en fonction de leurs origines et de leurs stratégies. Certains descendants des *asliîn* et *khammès* ayant acquis un capital financier par des activités non agricoles (pension d'ancien combattant ou liée à l'émigration en France), ont investi à l'intérieur comme l'extérieur de la palmeraie. L'investissement dans la palmeraie concerne surtout certains investisseurs *asliîn*, encore attachés à leur patrimoine natal, ou des descendants de *khammès* animés d'un désir de revanche sociale. L'investissement dans les nouvelles extensions concerne les descendants locaux (*asliîn* et *khammès*), voulant agrandir leurs exploitations agricoles ainsi que leurs parcelles phoenicoles. Sur les nouvelles extensions, des investisseurs étrangers à la région de Sidi Okba ont fait leur apparition à la fin des années 1980. Ces investisseurs ont

joué un rôle majeur dans le processus d'intensification et de diversification culturale. Ils ont apporté un petit capital financier, une main-d'œuvre familiale et un savoir-faire agricole solide pour pratiquer leurs cultures habituelles (oignon, arbres fruitiers).

Discussion et conclusion

Le nouveau dynamisme agricole saharien possède plusieurs visages. Plusieurs auteurs ont analysé les dynamiques de front pionnier dans le Sahara maghrébin (Bisson, 2003). Dans la région d'El Ghrouss en Algérie, pôle d'entrepreneuriat agricole par excellence (Khiari, 2002), cette dynamique est caractérisée par l'association de serres et de palmiers dattiers *deglet nour* sur une même exploitation agricole et est fondée sur des arrangements informels pour l'accès aux ressources entre une multitude d'acteurs, dont des jeunes venus du Nord porteurs de savoir-faire (Amichi et al., 2015). *A contrario*, à Sidi Okba, ce sont les jeunes oasiens, en quête de reconnaissance sociale et à la recherche de nouvelles opportunités économiques, qui ont déclenché cette dynamique en lisière de la palmeraie. Toutefois, dans les deux situations (El Ghrouss et Sidi Okba), les motivations des acteurs contribuant à ce dynamisme restent les mêmes : l'ascension sociale mêlée à une ambition économique et la constitution d'un patrimoine à base de palmiers dattiers. Cependant, à Sidi Okba, le renouveau agricole est largement soutenu par les « *réserves paysannes* » d'une population s'inscrivant dans la durée sur ce territoire oasien (Bisson, 2003). Les mutations agricoles des nouveaux territoires oasiens semblent en rupture avec les systèmes de cultures et les modes d'accès à l'eau ancestraux. Les agriculteurs pratiquent aujourd'hui des cultures à haute valeur marchande, souvent en monoculture et avec de nouvelles techniques d'irrigation. Les modalités d'accès à l'eau ont connu aussi une évolution. Les eaux souterraines font l'objet d'un commerce dans la palmeraie, alors qu'à l'extérieur l'accès individuel domine.

L'accès aux aquifères profonds par pompage a mis à l'épreuve l'agriculture oasienne traditionnelle sur les plans social, culturel, économique et environnemental (Bensaâd, 2011). Toutefois, à Sidi Okba, l'eau souterraine a revivifié la palmeraie, qui souffrait d'une crise hydraulique. La communauté s'est adaptée aux eaux souterraines, en ajustant l'infrastructure existante pour accueillir cette nouvelle ressource en eau, en développant des marchés d'eaux souterraines et en adoptant de nouvelles règles de gestion de l'eau. Puis, elle a amené cette pratique de pompage des eaux souterraines dans les extensions pour y pratiquer de nouvelles formes d'agriculture. Selon Côte (2002), les communautés oasiennes ont la capacité d'associer « *tradition et innovation, sagesse paysanne et ouverture aux idées modernes* ».

Les opportunités offertes aux jeunes agriculteurs dans les nouvelles extensions ont eu des conséquences importantes sur la recomposition de la société locale et des rapports sociaux à l'intérieur comme à l'extérieur de la palmeraie, avec des interactions professionnelles et privées entre *asliîn* et *khammès*, et l'ouverture à de nouveaux investisseurs. La rencontre entre initiatives individuelles et volontarisme politique a marqué l'évolution du rapport des communautés oasiennes à leurs territoires, tout en composant « *une mosaïque de paysages agraires juxtaposant sur une courte distance les formes agricoles les plus modernes et les plus traditionnelles* » (Otmame et Kouzmine, 2013). Ces diverses formes agricoles, dans notre cas l'ancienne palmeraie et les extensions, sont complémentaires et interdépendantes pour la population oasienne, au plan économique et social. La possession d'un jardin dans l'ancienne palmeraie procure à son

propriétaire le statut social d'un « vrai » phoeniculteur. Dans certains cas, les descendants des *khammès* ayant des exploitations dans les extensions, cherchent à investir dans la palmeraie pour s'affirmer auprès de la communauté. Pour des agriculteurs ayant des terres dans les deux espaces, l'agriculture dans les extensions compense l'agriculture souvent déficitaire des jardins de la palmeraie. Les exploitations agricoles dans les extensions procurent à leurs propriétaires plus de revenus et la logique de marché y est bien présente. Cependant, dans cet espace, l'agriculture est fondée sur une agriculture familiale, héritée de l'agriculture oasienne, ce qui se matérialise dans les rapports étroits entre la famille et le système de production, le capital et les processus de transmission de l'exploitation restant essentiellement familiaux.

Enfin, le processus de déverrouillage de l'accès et de l'utilisation de la terre et de l'eau, voulu par l'État dans un premier temps dans une optique de justice sociale à travers la réforme agraire, a été repris à leur manière par les jeunes descendants des *khammès* voulant s'émanciper, imités aussitôt par les jeunes *asliîn*. La colonisation de nouveaux espaces agricoles, cette fois-ci aussi bien dans une visée sociale qu'économique, a été confortée par la suite par un État plus libéral, à travers une recherche de sécurisation du foncier et l'octroi de subventions pour l'accès à l'eau et la production agricole. Les déblocages successifs des verrous sociaux puis étatiques sur les ressources (terre, eau), ont permis aux populations oasiennes de redynamiser l'agriculture saharienne, de développer de nouvelles formes d'agriculture dans les extensions, mais aussi de renouveler les structures sociales. ■

Remerciements

Cette étude a été réalisée dans le cadre du projet ANR "Groundwater Arena" (CEP S 11/09) de la JEAI Daima.

Les auteurs remercient aussi les personnes ressources qui leur ont accordé leur temps.

Références

Aït-Amara H, 2002. La transition de l'agriculture algérienne vers un régime de propriété individuelle et d'exploitation familiale. *Options Méditerranéennes* 36:127-37.

Amichi F, Bouarfa S, Lejars C, Kuper M, Hartani T, Daoudi A, *et al.*, 2015. Des serres et des hommes : des exploitations motrices de l'expansion territoriale et de l'ascension socioprofessionnelle sur un front pionnier de l'agriculture saharienne en Algérie. *Cahiers Agricultures* 24:11-9. doi: 10.1684/agr.2015.0736

Bédrani S, 1987. Algérie : une nouvelle politique envers la paysannerie ? *Revue de l'Occident Musulman et de la Méditerranée* 45:55-66.

Bensaâd A, 2011. *L'eau et ses enjeux au Sahara*. Paris: Karthala.

Bisson J, 2003. *Mythes et réalités d'un désert convoité, le Sahara*. Paris: L'Harmattan.

Côte M, 2002. Des oasis aux zones de mises en valeur : l'étonnant renouveau de l'agriculture saharienne. *Méditerranée* 99:5-14.

Dubost D, 1986. Nouvelles perspectives agricoles du Sahara algérien. *Revue de l'Occident Musulman et de la Méditerranée* 41-42:339-56.

Dubost D, Larbi-Youcef Y, 1998. Mutations agricoles dans les oasis algériennes : l'exemple des Ziban. *Sécheresse* 9(2):103-10.

Guébourg JL, 1998. *Socotra, une île hors du temps*. Bordeaux: Presses Universitaires de Bordeaux.

Kassah A, 1998. Eau et développement agricole au Sahara maghrébin : enjeux, conflits et arbitrages. *Sécheresse* 9(2):95-102.

Khiari A, 2002. Une région pionnière dans le Sahara algérien : El Ghrouss. *Méditerranée* 99(3-4):27-34.

Otmame T, Kouzmine Y, 2013. Bilan spatialisé de la mise en valeur agricole au Sahara algérien. *Cybergeo : European Journal of Geography. Espace, Société, Territoire* 632.

Scoones I, Devereux S, Haddad L, 2005. Introduction : new directions for African agriculture. *IDS Bulletin* 36(2):1-12.